

L'URSS, la question nationale

1 - LA REVOLUTION ET LA QUESTION NATIONALE

Les anti communistes qui se sont donné comme tâche d'effacer ou de salir tout ce qui a trait à la révolution russe de 1917, ont dû faire un travail particulier en ce qui concerne la question des nationalités. On trouve par exemple dans l'Atlas du nouvel ordre mondial de Gérard Chaliand, édité en 2003 (Robert Laffont), un chapitre intitulé « *La Russie bolchevique et la question nationale* ». Il y est dit que la question nationale est devenue « l'une des causes principales de l'échec politique » de Mikhaïl Gorbatchev. « *Dès que le mécontentement et les frustrations ont pu librement s'exprimer tandis que se délétaient les conditions économiques et les institutions, les divers nationalismes européens ont largement contribué à accentuer la crise de l'Etat soviétique* ».

Ce qui est dit là est exact. C'est ce qui est sous entendu, ou non dit qui pose problème. Car l'on est logiquement tenté d'en déduire que ce « mécontentement », ces « frustrations » ont de tout temps existé et n'ont fait que s'accumuler avec le temps, jusqu'à l'épisode final de l'explosion de l'URSS. Et l'on conclurait ainsi que l'URSS elle-même était une construction artificielle, obtenue uniquement par la force et la contrainte.

Or, c'est tout à fait faux. L'Union des républiques soviétiques s'est organisée d'une manière au contraire parfaitement originale, de manière libre, révolutionnaire, et par bien des côtés exemplaire. Par la suite le régime devenant une dictature bureaucratique, les relations avec les diverses composantes en ont subi évidemment les conséquences. Mais la mise en place de l'URSS des origines, entre 1917 et 1923-1924 mérite toute notre attention. Car aujourd'hui encore, dans le monde, l'un des problèmes essentiels reste l'inégalité des nations, l'oppression des unes par les autres. Or, la politique bolchevik a montré que l'on pouvait remplacer ces rapports d'exploitation et de domination, injustes, inégaux, par une formule nouvelle, qui permet une égalité.

2 - LA QUESTION NATIONALE :

UNE MULTITUDE DE SITUATIONS ET DES POINTS DE VUE DIFFERENTS

La question nationale, dans le cadre de la révolution russe, mérite une étude particulière. Car l'un des points essentiels du programme des révolutionnaires marxistes, c'est aussi la nécessité de l'extension de la révolution. Et qui dit révolution internationale, dit obligatoirement décalages dans le temps entre les pays qui entrent en révolution, et rapports entre des pays où la révolution a vaincu et d'autres où ce n'est pas le cas. De plus, dans le cas de l'empire tsariste, l'on avait affaire à un empire où le centre, la Russie, était traditionnellement la région dominante, et les régions périphériques étaient dominées depuis des décennies ou des siècles.

Comment se posent concrètement les problèmes ? Quels rapports peut avoir à gérer un jeune Etat révolutionnaire avec ses voisins, selon que la révolution y est plus ou moins forte, et aussi selon ses rapports historiques avec eux ? Comment peut-il soutenir ces luttes, tout en respectant leurs droits, leur volonté d'émancipation et le refus de tout ce qui peut rappeler les

anciennes soumissions ? L'exemple de cette révolution nous donne un certain nombre de réponses.

En Février 1917, les revendications des nationalités surgissent aussi fortement que les revendications politiques et sociales. Le Tsar était le tsar de « *toutes les Russies* ». Le régime tsariste opprimait de nombreux peuples, intégrés de force à son empire. Pour maintenir ordre et obéissance, il avait une politique de russification forcée, c'est-à-dire qu'il pratiquait une politique de colonisation, implantant des colons russes chez ces peuples, pour mieux les obliger à suivre les pratiques russes et à accepter le régime tsariste. De plus, il montait les peuples voisins les uns contre les autres : les Ukrainiens contre les Juifs, les Baskirs contre les Tatars, les Géorgiens contre les Arméniens.

1905 avait révélé que certaines organisations nationales avaient une puissance non négligeable. Les mencheviks inscrivirent dans leur programme l'idée d'autonomie nationale culturelle, une idée d'abord proclamée par le Bund, parti révolutionnaire juif. Les SR parlèrent d'une solution fédérale. C'est Lénine qui alla le plus loin. Il se déclare pour la reconnaissance du droit à l'indépendance aux peuples allogènes. Et il ajoutera bientôt que le droit de se séparer devra être reconnu, même si c'est la bourgeoisie qui anime le mouvement, car l'Etat oppresseur sera de toute façon affaibli.

Rosa Luxemburg n'était absolument pas d'accord avec cette position. Militante social-démocrate en Pologne, qui était alors intégrée à l'empire russe, elle restait sur une vieille position de méfiance vis-à-vis de tout mouvement national. Pour elle, seule la lutte de classe devait compter et être mise en avant ; alors qu'une lutte pour l'indépendance ne ferait que détourner l'énergie de la classe ouvrière. Pour elle, seule la révolution dans le cadre du mouvement socialiste international réglerait le problème polonais. Pour elle, mais aussi pour Boukharine, Radek, Piatakov, la position de Lénine aboutit à renforcer la bourgeoisie dans des pays où elle n'est pas encore conséquente. Lénine est en gros seul sur sa position d'un droit absolu des peuples à l'autodétermination, pendant longtemps. Et pour les militants nationalistes des diverses nationalités, les bolcheviques leur apparaissent tout simplement comme des adversaires qui leur sont hostiles.

Dans le cas de la Pologne, il existe alors une classe dirigeante qui se sent assez puissante, de gros propriétaires fonciers, qui souhaite la séparation d'avec l'Etat russe. Mais on ne retrouve pas cette situation dans toutes les nationalités. C'est le cas aussi en Finlande, sauf que là, la classe dirigeante est constituée surtout de bourgeois commerçants.

Par contre, en Ukraine, il y a une certaine paysannerie riche. Mais elle vit directement de ce qu'elle vend à l'Etat russe. Et cette dépendance fait qu'elle ne réclame pas du tout la séparation d'avec la Russie. Elle revendique une autonomie politique, une participation à la gestion de leurs affaires.

Autre genre de situation encore : en Arménie, le mouvement national voit la Russie presque comme un Etat protecteur, comparé au danger de persécution que représentait la Turquie. Et l'on espère même que la Russie reprendra au Sultan turc certaines provinces qu'il a conquises.

Ce n'est pas tout. On trouve aussi dans l'empire tsariste des peuples opprimés qui ne disposent pas de territoire particulier. C'est le cas des Juifs. La principale organisation politique juive est le Bund, socialiste, proche de la social-démocratie. Le Bund est totalement

opposé au sionisme et à l'idée de revendiquer une terre spécifiquement juive. Au contraire, le Bund milite pour la révolution sociale, avec l'idée que les Juifs, et les autres, doivent avoir une place égale dans une nouvelle société.

Enfin, existe également un mouvement national-musulman qui est présent sur plusieurs territoires ou régions. A la veille de 1905, la bourgeoisie musulmane commerçante de Kazan anime l'Ittifak, un parti bourgeois proche du parti KD. A l'intérieur, on trouve un courant favorable à un rapprochement avec la Turquie, un autre pan-islamique, pour un rapprochement de toutes les régions musulmanes, et même un courant socialisant, proche de la petite bourgeoisie industrielle. Ces mouvements sont pour une solution fédérale. Partout dans le monde musulman, le mouvement national est divisée. Au Turkestan par exemple, une bourgeoisie vit du coton qu'elle vend à la Russie ; liée aux Ulémas, elle est très conservatrice, et ne souhaitant pas que le Turkestan sorte de l'Etat russe ; par contre, les intellectuels, en rapport avec les révolutionnaires de Bakou et de Kazan, sont pour la constitution d'un Etat révolutionnaire qui engloberait les populations musulmanes de l'empire russe et de l'empire turc.

En Azerbaïdjan, à Bakou, il existe aussi un mouvement social-démocrate musulman, animé par des bolcheviks, le Hummet, fort dans les puits de pétrole.

3 - FEVRIER 1917, LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Lorsque la révolution renverse l'ancien régime en Février 1917, les Polonais, les Lettons, les Juifs, les Finnois, tous manifestent leur enthousiasme de voir le tsarisme renversé. Deux parties de l'ancien empire revendiquent clairement une complète indépendance : ce sont la Finlande et la Pologne. Dans ces deux pays, on l'a dit, une classe dirigeante s'était développée et se sentait assez forte, propriétaires de terres en Pologne, commerçants bourgeois en Finlande.

La Pologne, en février 1917, est occupée par l'Allemagne, du fait de la guerre. Et les Allemands ont déjà proposé aux Polonais... une indépendance. Il s'agissait en réalité de chercher à obtenir une séparation définitive de la Pologne pour affaiblir la Russie. Mais pas vraiment de soutenir le mouvement national polonais. D'ailleurs, les Allemands tentaient de mettre en place en Pologne un gouvernement de gens entièrement à leurs ordres. Dans cette situation, le gouvernement provisoire formé après la révolution n'a pas le choix. Le ministre des affaires étrangères Milioukov promet donc, lui aussi, l'indépendance à la Pologne. En Pologne, il existe une classe ouvrière industrielle. Et une partie des ouvriers polonais salue la solidarité internationale des travailleurs ; avec Rosa Luxemburg, ils sont hostiles à l'idée d'une indépendance bourgeoise.

La Finlande, elle, n'est pas occupée par les troupes allemandes. Et là, Milioukov joue la montre et ne répond pas aux demandes d'indépendance. Cela fera partie des points que reprocheront systématiquement les bolcheviks. Le 6 mars, le gouvernement provisoire décide sans aucune discussion de rétablir un vieux statut qui avait déjà existé entre la Russie et la Finlande. Choqués par ces socialistes russes au gouvernement ne leur demandant même pas leur avis, des socialistes finlandais, Giuling, Vilil, Kuusinen, prennent contact avec les bolcheviks.

A la Lituanie, en partie occupée par les troupes allemandes, le prince Lvov promet l'autonomie, et il donne un poste de sous-secrétaire d'Etat à l'un de ses représentants. La gauche lituanienne ne revendique pas une indépendance, car elle considère que les aspirations de caractère national passent par la victoire d'abord des idéaux de la révolution.

En Lettonie, un mouvement très conservateur, lié à la noblesse, exige « une *république démocratique fédérative* ». Mais le parti social-démocrate letton, soutenu par les paysans sans terre, ne souhaite l'élection d'un parlement local que pour les affaires locales. Et au slogan « fédération » de la droite lettonne, il répond « autonomie locale ».

L'Estonie, elle, est géographiquement toute proche de Petrograd. Et cette influence diminue fortement le sentiment national. On ne parle même pas d'autonomie locale. Un soviétique est animé par des bolcheviks estoniens.

En Ukraine les nationalistes constituent une Rada, une représentation, qui salue « le *cher camarade Kerenski* ». Elle revendique l'autonomie et la constitution d'un Etat fédéral. C'est-à-dire que l'Ukraine, à égalité avec les autres régions, ferait partie d'un même Etat central, tout en ayant tous les droits d'un Etat chez elle. Cette position enthousiasme tant le pays que même les sociaux-démocrates se rallient. Ils recommandent juste de « *maintenir l'unité avec les camarades de Russie* ». En fait, ces socialistes étaient influents parmi les paysans aisés, nombreux en Ukraine, et pas parmi les paysans pauvres. Le gouvernement provisoire russe répond que ces revendications seront soumises à l'Assemblée constituante, et que ce sera à celle-ci d'en décider.

Pour ce qui concerne les Juifs, à partir de Février 1917, un grand nombre va désormais militer sans plus rien revendiquer de caractère religieux ou national, mais en simple citoyen russe. "*Les travailleurs juifs de Tambov*", les soldats juifs des 25^e et 39^e corps saluent la révolution, et se disent « *prêts à lutter jusqu'au bout pour instaurer la démocratie dans la liberté, l'égalité, la fraternité* ». Le Bund voit ses effectifs fondre. Ce qui lui pose un problème : désormais, la majorité de ce qui reste des organisations juives risque de basculer en faveur de la solution sioniste.

Dans le Caucase, il existait en Arménie un parti révolutionnaire, le Dashnaktsutium, adhérent à la II^e Internationale, qui avait des groupes armés. Mais il était lié à l'Eglise arménienne, et un parti social-démocrate arménien s'était constitué contre lui. Dans le reste du Caucase, il n'y avait pas encore de mouvement national. Lorsque Février 1917 éclate, on met les revendications nationales de côté, et l'ont fait confiance aux nouveaux dirigeants de la Russie.

Dans le monde musulman ce sont d'abord des musulmans de droite Maksudov, Calikov, Safarov qui organisent des « *états généraux* » de la nation musulmane dès le 7 mars à Petrograd. Mais ils sont désavoués par le groupe musulman de la douma qui écrit que « *Les musulmans de Russie ne suivaient pas le slogan de la guerre à outrance jusqu'à la conquête de Constantinople et des détroits ; mot d'ordre qui ne parle guère du droit sacré des peuples, la liberté, mais prouve au contraire que le parti Cadet applique deux mesures différentes, l'une aux peuples d'Europe et l'autre aux peuples d'Asie, en particulier aux Turcs* ».

Puis, l'on prépare un Congrès, qui se réunit du 1^{er} au 11 mai à Moscou, avec 900 *délégués*, représentant tous les peuples musulmans de Russie. Une femme, Selima Jakubova, se trouvait pour la 1^{ère} fois à la présidence. Le clergé musulman avait tenté d'exclure les

délégations féminines, mai celles-ci se sont imposées. Du coup, une motion revendique l'égalité absolue entre les femmes et les hommes, même en matière politique « *car elle est conforme aux écritures* » ; il revendique également la suppression de la claustration des femmes, « *on ne la trouve pas dans le Coran* » ; le libre consentement des filles au mariage, la fin de la polygamie, la suppression des maisons de tolérance. 250 mollahs se mettent à hurler, mais ils sont battus.

Grâce à sa minorité musulmane et grâce à la révolution, la Russie se trouve devenir à ce moment « *le pays qui allait prendre les mesures les plus audacieuses dans le sens de la libération de la femme* » (*Ferro*). Ce congrès musulman proclame également des résolutions pour soutenir la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'enseignement en langue arabe et en russe.

Sur le plan de l'organisation politique, la bourgeoisie tatare de Kazan se voit déjà diriger le sort des musulmans de toute la nouvelle Russie. Elle se prononce contre le fédéralisme territorial. Du coup, une majorité se fait contre elle, regroupant à la fois d'autres tendances bourgeoises et des révolutionnaires : « *Le congrès pan-russe des musulmans juge que la solution la plus favorable aux intérêts des populations musulmanes est la république démocratique fédérative à base territoriale* ». Mais il y a également une tendance plus radicale, avec Mulla-Vahitov, à Kazan, qui se bat pour l'extension du socialisme à tout le monde de l'Islam. Et eux agissent en liaison directe avec les bolcheviks. et vont aider à la victoire d'Octobre.

Si on fait le bilan, rien de définitif n'est accordé par le gouvernement provisoire, sous prétexte qu'il faut attendre l'Assemblée constituante, ou le départ des troupes allemandes. Kérénski s'est contenté de ne pas éteindre les espoirs de ceux qui demandent une autonomie ou une indépendance. Ou plutôt il a rendu encore plus impatients ces courants, qui avaient tant espéré au lendemain de Février 1917.

4 - APRES OCTOBRE 1917, LA POLITIQUE BOLCHEVIK

Au lendemain d'Octobre, les bolcheviks acceptent sans discuter et sans aucune condition l'indépendance de la Pologne. Ils se préparent aussi à en faire de même avec la Finlande. Mais là, le problème est plus difficile. C'est qu'en Finlande, il existe un parti social-démocrate fort, les troupes russes y sont présentes, et le pays peut tout à fait paraître mûr pour une révolution analogue à celle de l'Octobre russe. Les révolutionnaires russes pouvaient être et ont été tentés de se contenter d'aider leurs frères de Finlande, pour prendre directement le pouvoir, et proclamer immédiatement le pouvoir des soviets de Finlande.

Mais ce n'est pas dans la manière de voir de Lénine. Agir de cette manière, qu'on le veuille ou non, c'est renouer avec les attitudes de grands-russes. Il faut tenir compte du passé, et prouver publiquement que l'on a au contraire changé sur cette manière de faire. Tous les peuples du monde doivent voir que les révolutionnaires respectent dans les faits et pas seulement en paroles le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Finlande a longtemps revendiqué son indépendance. Les bolcheviks, et Lénine le premier, avaient promis qu'ils le respecteraient. C'est chose faite en décembre 1917.

Mais c'est le ventre noué que la décision est prise. Car de cette manière, le nouveau gouvernement reconnaît un pouvoir bourgeois, dont on sait qu'il ne peut qu'opprimer et mener la guerre à sa classe ouvrière et à sa paysannerie pauvre. Mais peu après, en janvier 1918, les social-démocrates finlandais se lancent à la conquête du pouvoir. Un millier de soldats russes

les aident. Un gouvernement soviétique finois se constitue. Et le gouvernement soviétique le reconnaît. Malheureusement, la bourgeoisie finlandaise va faire le choix d'appeler à l'aide les troupes allemandes. Les troupes de Mannerheim vont écraser la révolution dans le sang et la terreur, faisant près de 80 000 victimes. Et c'est de cette manière que la Finlande redevient, définitivement, un état bourgeois voisin de l'URSS.

Plus au sud, entre la Pologne et la Russie devenue soviétique, l'Ukraine est « *le grenier à blé* » de l'ancien empire des tsars. Les paysans s'opposent à leurs gros propriétaires de terres, des Polonais à l'ouest, des Russes à l'est ; ils s'opposent aussi aux gens des villes, commerçants et usuriers, souvent des juifs. Leur nationalisme est antisémite. Le héros national traditionnel, c'est un cosaque du 17^{ème} siècle, Bohdan Khmelnytsky. Dans les années 1870, le tsar interdit la littérature ukrainienne. Les nationalistes ukrainiens tentent d'utiliser cette interdiction pour faire monter la révolte. Mais les ouvriers s'en moquent, le paysan pauvre aussi. Alors, pour trouver un soutien à leur cause, ces nationalistes vont chercher un appui à l'étranger, vers les Autrichiens, les Français, les Allemands, et enfin les Polonais. Une classe ouvrière industrielle moderne s'est développée en Ukraine. Mais les dirigeants des usines comme les ouvriers sont des immigrés venant de régions plus au Nord.

Au cours de l'année 1917, Lénine associe régulièrement l'Ukraine, avec la Pologne et la Finlande, pour parler des nations auxquelles il se déclare pour accepter leur droit à l'indépendance sans réserve. Mais la Rada qui s'est mise en place pendant la Révolution russe se refuse à réclamer l'indépendance. Ces nationalistes représentent en effet une classe de paysans moyens ou riches qui estiment avoir grand besoin du marché russe. On n'a pas affaire à une bourgeoisie industrielle, qui verrait se développer les affaires au point de souhaiter au contraire une émancipation. Il existe aussi un soviet de délégués ouvriers, et un soviet de soldats, à Kiev.

Au lendemain d'Octobre 1917, la Rada proclame une République populaire ukrainienne, et répète son intention « de ne pas *se séparer de la République russe, de maintenir son unité* » et demande de « *l'aide à devenir une fédération de peuples égaux et libres* ». Vinnitchenko, un intellectuel, devient premier ministre, et Petlioura le secrétaire aux affaires militaires. Mais derrière leurs belles paroles, que fait la Rada dans la pratique ? Elle organise ou laisse s'organiser sur le Don une armée antibolchevique, par les généraux blancs Kornilov et Kalédine. De plus, la Rada tente de rappeler les unités ukrainiennes, de désarmer les unités russes sur son sol ; elle interdit aux forces soviétiques de le traverser pour organiser un front contre les Blancs. Par contre, elle autorise les cosaques à le faire pour aller rejoindre Kalédine.

Début décembre 1917, le jeune gouvernement soviétique accorde, malgré tout cela, sa reconnaissance à cette République populaire ukrainienne. Mais en même temps, il exige un changement d'attitude vis-à-vis des contre-révolutionnaires, dans un délai de 48 heures. Sinon, il considérera la Rada « *en état de guerre contre le pouvoir soviétique en Russie et en Ukraine* ». Apeurée, la petite-bourgeoisie ukrainienne se jette dans les bras... de la France et de l'Angleterre. A Kiev, le général Tabouis annonce que la France soutiendra la république ukrainienne de toutes ses forces morales et matérielles. Et le représentant anglais en fait autant.

De leur côté, les bolcheviks d'Ukraine se réunissent à Kharkov, et élisent un Comité central exécutif d'Ukraine, composé de bolcheviks et de quelques SR de gauche. Le gouvernement soviétique le salue comme « *le véritable gouvernement* ». Mais, tant que la

Rada est-là, le pouvoir soviétique continue de tenir un certain nombre de ses engagements, et ne nie pas son existence pour autant. De fait, très vite, l'autorité de la Rada va diminuer, car les troupes passent aux bolcheviks. En quelques semaines, Kiev est encerclée et prise. L'Ukraine est elle aussi soviétique.

Concrètement, les bolcheviks ont géré leurs rapports avec l'extension du régime des soviets en s'appuyant sur deux principes. D'une part, aux yeux de tous les peuples opprimés du monde, ils respectent absolument et jusqu'au bout leurs engagements de principe de toujours respecter le droit à l'indépendance, y compris si cela venait à bénéficier à un gouvernement bourgeois. Mais la solidarité révolutionnaire des ouvriers et des paysans existe aussi. Et à la condition qu'un soviét local, puis un pouvoir soviétique local s'affirme, le pouvoir soviétique est prêt à le reconnaître, et dès que possible, à lui apporter aide morale et matérielle. Il ne demande rien en échange, pas question d'exiger l'abandon de l'indépendance sous prétexte de ces soutiens.

Dans le contexte de la guerre civile internationale qui embrase toute cette région, les choses vont malheureusement se compliquer. La bourgeoisie des nations devenues soviétiques ne veut pas s'avouer vaincue. Et elle n'hésite pas à appeler à l'aide d'autres bourgeoisies. On a vu que cela avait rapidement fait basculer la Finlande dans le monde bourgeois. Dans le cas de l'Ukraine, le basculement va avoir lieu, une, deux, trois fois. Autant de guerres, autant de massacres, toujours sur le dos des pauvres.

Le 12 février 1918, la Rada appelle l'Allemagne à son secours. Rapidement, les armées allemandes occupent toute l'Ukraine. Les bolcheviks ukrainiens doivent quitter Kiev. Mais aux yeux de tous, ce sont bien les Allemands, pas des Ukrainiens, qui les ont fait partir. Et les Allemands mettent en place un gouvernement obéissant, sous l'hetman Skoropadsky. « *Il représentait, dit Carr, les intérêts des grands propriétaires et paysans riches dont les surplus de production offraient aux autorités allemandes d'occupation l'ultime espoir de remplir à nouveau les greniers allemands vides. C'était un régime franchement réactionnaire, qui offrait peu aux nationalistes ukrainiens et rien aux partisans de réformes sociales* ».

Mais en novembre 1918, la révolution fait enfin s'effondrer l'armée allemande. Skoropadsky n'a plus rien sur quoi s'appuyer. Et l'histoire bégaye. Une Rada tente à leur tour de se rétablir. Les Français, avec le général d'Anselme cette fois, promettent à nouveau leur aide. Et les bolcheviks proclament à Koursk, dans le Nord, sous la direction de Piatakov, un « *gouvernement ouvrier et paysan provisoire d'Ukraine* ». A Kharkov, un soviét prend le pouvoir après une grève générale de 3 jours, et les armées bolcheviques progressent vers le Sud. A nouveau, Kiev est repris aux forces bourgeoises. Racovsky est à la tête du nouveau gouvernement soviétique ukrainien.

Mais les troubles continuent à l'Ouest, et à l'Est. C'est que l'Ukraine est aussi grande que la France. A l'ouest, les armées de Petlioura font d'impitoyables massacres contre la population juive. A l'Est, c'est l'anarchiste Nestor Makhno qui a organisé des groupes de partisans contre Skoropadsky. Ces troupes, fortes de plusieurs milliers d'hommes, combattent tantôt avec les bolcheviks, tantôt contre eux. L'historien Carr dit que Makhno se dépeint dans ses mémoires en russe « *comme un anarchiste convaincu qui rejetait toute autorité étatique comme oppressive et contre-révolutionnaire : mais cela ne l'empêchait pas d'exercer lui-même une rigoureuse discipline à l'intérieur de son mouvement (...)* Indépendamment de son anarchisme, ajoute Carr, *Makhno semble avoir hérité quelque chose de la tradition cosaque des communautés militaires, qui était particulièrement forte dans cette région* ».

Mais c'est l'intervention cette fois des troupes françaises qui va coûter à la population un nouveau recul, une nouvelle marche en arrière, avec son cortège de violences affreuses. Des détachements armés français sont débarqués sur la Côte de mer Noire et en Crimée. Ils appuient les troupes de Denikine, qui progresse alors vers le Nord. L'Armée Rouge doit reculer. Kiev est pris. *«La faim, le typhus et autres maux ravageaient l'Ukraine. Des chefs militaires indépendants, dont Makhno n'était que le plus redoutable, parcouraient la campagne à la tête de bandes qui allaient de l'armée organisée au gang de pillards»*. Livrée ainsi à la pure brutalité de ces militaires ou ces bandits, la population, les paysans d'Ukraine, va se mettre à souhaiter au plus vite le retour des bolcheviks. *« On oubliait le mécontentement contre la domination soviétique, poursuit Carr, au profit de la haine contre l'oppression bien plus rude des forces d'occupation de Denikine »*.

L'Armée Rouge reprend Kiev en décembre 1919. Une troisième fois, un pouvoir soviétique est proclamé. Une conférence spéciale du parti bolchevik concernant la question de l'Ukraine a lieu à Moscou. Lénine se bat pour que les droits nationaux ne soient pas que des mots. Il dénonce *«les tentatives artificielles pour rejeter la langue ukrainienne à une place secondaire »*, et exige que tous les fonctionnaires soient capables de parler ukrainien. Et sur le problème paysan, est décidée la distribution des terres des anciens domaines. La création des fermes soviétiques ne devra pas être entreprise de manière brutale, mais au contraire *« seulement dans les proportions strictement nécessaires »*. Les réquisitions aussi seront menées *« en quantités strictement limitées »*. Ce sont les bolcheviks d'Ukraine qui sont les plus réticents avec ces mesures. Elles indiquent une volonté du moins chez Lénine de composer de la manière la moins rigoureuse possible avec une région traditionnellement dominée.

Mais la population ukrainienne n'en a pas encore fini avec les guerres. Car Petlioura veut se venger de ses défaites. Et lui, se tourne vers la Pologne. De manière cynique, il annonce aux Polonais qu'il cesse de revendiquer la Galicie, prise à l'Ukraine par la Pologne, si on veut bien de lui pour gouverner l'Ukraine, une fois libérée des bolcheviks. On voit la limite de certains nationalistes bourgeois : c'est là une trahison pure et simple même des intérêts ukrainiens bourgeois. Car les Polonais, rappelons-le, ce sont les gros propriétaires des terres sur lesquelles travaillent les paysans ukrainiens !

Mai-juin 1920, les armées polonaises entrent dans Kiev. Il faudra encore près d'une année pour qu'elles soient battues, et que la situation soit enfin stabilisée à travers le pays. Il fallut aussi que Makhno recule, et traverse la frontière roumaine avec ses dernières troupes. Enfin, la population du pays eut droit à un peu de paix.

Contrairement à ce que les mots et les images pourraient nous faire croire, ce n'est pas l'action, la puissance de l'Armée rouge venue de Russie qui a compté dans ces événements. Au contraire ! Le nationaliste bourgeois de la Rada Vinnitchenko dit ceci : *« Tant que nous combattions les bolcheviks russes, les Moscoviens, nous étions victorieux partout, mais dès que nous fûmes au contact de nos propres bolcheviks, nous perdîmes toute notre force »*. Cette révélation est tout à fait intéressante. Dans une région qui se sent opprimée de longue date par la Russie et par Moscou, il est assez facile de mobiliser et de gagner les batailles contre une armée qui vient une nouvelle fois de cette région maudite. Là, le sentiment national joue pleinement, il anime les combattants, les paysans, qui estiment probablement qu'ils défendent leurs terres contre une invasion, ou du moins une domination.

Par contre, « au *contact de nos propres bolcheviks nous perdîmes toute notre force* ». C'est-à-dire que lorsque le problème national est totalement écarté, et que n'entre plus en jeu que le problème social, de classe, aux yeux des populations, le rapport des forces s'inverse complètement : à la fois, les « bolcheviks », les partisans des ouvriers et des paysans pauvres se sentent plus forts, dans leur droit. Et en même temps, leurs adversaires défenseurs d'un certain maintien des injustices et des inégalités ne parviennent plus à motiver leurs propres troupes pour ce combat injuste.

Faut-il en conclure que l'existence d'une Armée rouge voisine ne sert à rien, n'est d'aucune utilité, et que la révolution sociale ne devrait être qu'un chacun pour soi ? Non, évidemment. Il faut seulement en conclure que le premier combat qui doit compter, c'est celui qui se produit à l'intérieur de sa propre nation. Et qu'en évitant, surtout dans un premier temps, l'appui ouvert et direct de forces d'une nation étrangère, l'on évite de risquer de faire jouer les ressentiments hérités du passé.

Il est évident que l'existence d'un régime soviétique ami est un atout considérable. C'est un allié sur qui l'on peut d'abord compter moralement, dans la mesure où il pourra par contre sans problème prêter main forte si le conflit s'internationalise du fait de la bourgeoisie. Et l'on a vu que c'est le cas de manière quasi systématique. Si une autre bourgeoisie intervient pour aider la vôtre, il apparaît alors légitime aux yeux des populations que l'Etat soviétique aide à son tour vos propres soviets. Et cette aide-là n'est pas un vain mot. Combien de révolutions ouvrières ont été purement et simplement massacrées, comme celle de Hongrie de 1919, parce que l'absence d'un Etat soviétique proche ou assez puissant donne le sentiment à la bourgeoisie qu'elle peut se permettre tous les massacres qu'elle juge nécessaire.

Milieu 1919, l'Estonie et la Lettonie voient leurs gouvernements soviétiques succomber face à l'armée britannique, et celui de la Lituanie cède à l'armée polonaise. Fin 1920, sur l'ensemble de la façade occidentale de l'ancien empire russe, le bilan de la politique bolchevik, et des combats de la guerre civile internationale, est le suivant : la Finlande, les trois pays baltes (l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie) et la Pologne ont vu les tentatives soviétiques battues ou empêchées. Ce sont des Etats indépendants bourgeois hostiles, que reconnaît le nouveau pouvoir. La partie est gagnée par contre en Ukraine, devenue République socialiste d'Ukraine et en Biélorussie : République socialiste de Biélorussie. Mais ces deux Etats soviétiques restent pour l'heure formellement indépendants, bien qu'en relation évidemment étroite avec la République soviétique russe.

5 - LES REGIONS MOYEN-ORIENTALES

Le problème national était encore plus compliqué dans les régions moyen-orientales de l'ancien empire russe. Carr explique que « les *populations de ces régions, par leur origine, leur langue et ce qui subsistait encore comme vestiges d'une civilisation mongole médiévale, appartenaient à l'Asie plus encore qu'à l'Europe et l'organisation tribale primitive n'avait pas disparu* ». A tel point que les rapports avec ces régions s'apparentaient pratiquement à celui de colonies.

C'est pourquoi le gouvernement soviétique, au lendemain d'Octobre, s'adresse à ces peuples en des termes particuliers, dans un appel « à tous les travailleurs musulmans de Russie et d'Orient » : « *Musulmans de Russie, Tatars de la Volga et de la Crimée, Kirghizes (on dit depuis Kazakhs) et Sarts de Sibérie et du Turkestan, Turcs et Tatars de Transcaucasie,*

Tchéchères et Montagnards du Caucase, et vous tous dont les mosquées et les oratoires ont été détruits, dont les croyances et les coutumes ont été piétinées par les tsars et les oppresseurs de la Russie, vos croyances et vos coutumes, vos institutions nationales et culturelles sont à partir de maintenant libres et inviolables. Organisez votre vie nationale en toute liberté. Vous en avez le droit. Sachez que vos droits, comme ceux de tous les peuples de Russie, sont placés sous la puissante sauvegarde de la révolution et de ses organes, les soviets ouvriers, de paysans et de soldats. Soutenez cette révolution et son gouvernement ».

Un commissariat aux affaires musulmanes intérieures est créé en janvier 1918. Le commissaire est tatar, ses adjoints un Bashkir et un Tatar. Face à l'armée allemande, il demandera «aux *peuples révolutionnaires musulmans* » de « *se rallier au drapeau rouge du parti socialiste musulman* ». Deux congrès des organisations communistes musulmanes se tiendront à Moscou, en novembre 1918 et novembre 1919.

Les mouvements nationaux-bourgeois des régions moyen-orientales vont avoir le même comportement que ceux d'Ukraine. Dès qu'ils sentent venir le vent du changement social, ils reculent affolés et se jettent dans les bras de n'importe quel militaire local ou étranger. Alors que ces militaires ont tout simplement pour programme le retour à l'ordre des tsars et le refus même d'une émancipation bourgeoise. Ainsi, un certain Validov qui a proclamé un Etat bachkir autonome au lendemain d'Octobre, passe du côté des Cosaques d'Orenbourg, en guerre contre le gouvernement soviétique.

On va également assister, pour une fois, à une tentative bourgeoise d'unifier plusieurs nations, dans le sud du Caucase. Le traité de Brest-Litovsk signé entre le gouvernement soviétique et l'Allemagne acceptait de céder à son allié turc quelques régions, dont la ville de Batoum, sur la Mer Noire. Immédiatement, les Turcs occupent la ville. Inquiets devant cette avancée turque, les mouvements nationalistes se réunissent. Le 22 avril 1918, une Assemblée transcaucasienne proclame une République fédérale de Transcaucasie indépendante. Le président en est le menchevik géorgien Tchkeïdzé. Et ce nouveau gouvernement devait englober la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Mais cette union ne va pas durer plus d'un mois ! Les rivalités bourgeoises développées de longue date entre les divers mouvements nationalistes vont vite rendre impossible l'existence de cette tentative. N'étant pas socialistes, mais bien nationalistes bourgeois, ces mouvements vivent d'abord de la culture de la différence, de la prétendue supériorité de leur nation et de leur peuple sur les autres, à commencer par les voisins. En Géorgie par exemple, existait ainsi un fort nationalisme anti-arménien. Ce nationalisme est la traduction de l'existence d'une bourgeoisie arménienne assez forte qui écrase la bourgeoisie géorgienne encore faible.

Ainsi, explique Carr, « *dans chacun de ces trois pays, ces frictions nationales étaient cultivées et exploitées par le parti dirigeant - les mencheviks en Géorgie, les dachnaks (Dashnaksutium) en Arménie, et le parti Musawat (de l'égalité) en Azerbaïdjan* ». Le 26 mai 1918, les géorgiens proclament leur République indépendante géorgienne, suivis deux jours plus tard par les arméniens et les azerbaïdjanais. Tous vont payer cher cette incapacité à s'unir. Car quelques semaines plus tard, c'est l'Armée turque qui vient envahir l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La Géorgie évite ce sort en appelant au secours l'Allemagne, alliée des Turcs. Ce qui permet à l'Allemagne de prendre le contrôle d'une voie stratégique que les impérialismes continuent aujourd'hui encore de convoiter : la voie qui transporte le pétrole de

Bakou, qui se trouve sur une mer fermée, la Caspienne, pour rejoindre la Mer Noire, ouverte sur la Méditerranée.

Lorsque l'Allemagne et la Turquie ont perdu la guerre, fin 1918, ce sont les Anglais qui les remplacent jusqu'en fin 1919. Les troupes anglaises s'en vont, pour théoriquement laisser la place à des gouvernements bourgeois indépendants décidés à Paris. Mais il est alors facile aux révolutionnaires de s'imposer. Une République socialiste soviétique azerbaïdjani est proclamée. Cette nouvelle va produire un gros effet en Arménie. C'est que là, le gouvernement bourgeois dachnak en était arrivé à nouer des liens avec le Blanc Denikine. La population paysanne se soulève. Elle est massacrée. Un moment, les Arméniens se mettent à espérer une aide des Américains, qui laissent entendre qu'ils s'intéressent à leur sort, en parlant d'un Etat indépendant. Mais les choses traînent, et c'est l'occupation violente de l'Armée turque que connaît une nouvelle fois l'Arménie.

Pour l'Arménie, la Turquie, est une puissance qui a de quoi inquiéter. Occupée par les Ottomans musulmans depuis le 15^e siècle, l'Arménie chrétienne va devenir un enjeu international au 19^e siècle, lorsque les grandes puissances, France, Angleterre, Russie, rivalisent pour le contrôle du monde. L'Arménie est prise par la Russie en 1828. Coincée entre ces deux tenailles, elle connaît un mouvement national important à la fin du 19^e siècle. En réponse, la Turquie organise ce qui est aujourd'hui considéré comme un génocide. En 1895-1896, c'est 150 000 Arméniens qui auraient été massacrés. En fait, l'empire Ottoman se porte mal, et plus il s'affaiblit, plus il devient dur. En 1915, suite à une insurrection dans la ville de Vars et à l'installation d'un gouvernement provisoire arménien, c'est entre 800 000 et 1 250 000 Arméniens qui seront massacrés, en près d'un an.

Les Arméniens devront attendre fin 1920 pour que les forces soviétiques fassent reculer les Turcs. Elles amènent avec elles un comité révolutionnaire qui proclame une république soviétique indépendante. Ce gouvernement est reconnu par Moscou, mais sur place, il ne correspond pas à grand chose. Résultat, mi-février 1921, la population se soulève contre lui dans Erivan et les principales villes. C'est l'Armée rouge qui est alors envoyée. L'ordre reviendra surtout avec la mise en place de la Nep.

En Georgie, le gouvernement menchevik continue d'exister. Il consacre son énergie à chercher les faveurs des ennemis des bolcheviks. En septembre 1920, il accueille la fine fleur des dirigeants traîtres du socialisme européen, Kautsky, Vandervelde, Ramsay MacDonald. L'objectif est de rassembler du matériel contre les bolcheviks. Après quoi, la Georgie demande à l'ONU de l'époque, la SDN, de bien vouloir la reconnaître. Quant aux communistes géorgiens, ils sont à peu près tous mis en prison. Un conflit à la frontière avec l'Arménie servira de prétexte à l'entrée des forces soviétiques. Ce sera le dernier cas de soviétisation que Carr qualifie de «forcée». Lénine envoie des consignes de clémence vis-à-vis des mencheviks. Il écrit à Ordjonikidzé le 3 mars 1921, pour lui suggérer même « *une coalition avec Jordania et d'autres mencheviks géorgiens* ». Mais Lénine n'est pas entendu. Et la plupart des mencheviks fuient vers Paris.

Plus au nord, en mars 1918, d'une manière semble-t-il imposée par Staline, y compris contre une forte opposition des bolcheviks, un gouvernement soviétique est proclamé par décret : il s'agit de la « *République soviétique de Tatarie-Bachkirie de la Fédération soviétique russe* ». Elle doit donc remplacer les gouvernements autonomes des Tatars et des Bachkirs. En tant que commissaire du peuple aux nationalités, Staline s'adresse alors « *aux*

soviets de Kazan, Ufa, Orenbourg et Ekaterinbourg, au Sovnarkorm du Turkestan et autres » :

« des mesures spéciales sont nécessaires pour entraîner les masses laborieuses et exploitées de ces confins dans le processus de développement révolutionnaire ». Et puisque « les groupes bourgeois-nationaux réclament l'autonomie afin de l'utiliser comme une arme pour l'oppression de leurs propres masses », la solution réside « dans l'organisation de congrès locaux des soviets et la proclamation de l'autonomie soviétique».

Cette politique imposée d'en haut de manière cette fois bureaucratique « se révéla un fiasco », selon Carr. Personne ne suivra cette décision parfaitement étrangère. Il est vrai que la situation de ces régions est alors particulière. Les Bachkirs étaient il y a peu encore des nomades. Ils se sont sédentarisés récemment, dans des travaux agricoles et forestiers. Les Kazakhs (improprement appelés Kirghizes, du nom d'un peuple bien plus restreint) sont à ce moment encore en majorité nomades. On ne trouve de couche de commerçants que chez les Tatars de la Volga. L'un des problèmes des éleveurs nomades Kazakhs, c'est l'impossibilité de pénétrer certains terrains de pâture pour leurs troupeaux. On imagine que dans ces conditions, la répartition des terres aux paysans ne veuille rien dire, ou soit vue de manière hostile. Selon le journal officiel du Narkomnats : *« les principes de la seconde révolution étaient incompréhensibles pour les Kirghizs (les Kazakhs) parce que ni le capitalisme ni les différenciations de classe n'existaient chez eux. Même leurs idées sur la propriété étaient différentes : par exemple, de nombreux objets d'usage quotidien étaient considérés chez eux comme propriété commune. En même temps, la révolution d'Octobre horrifiait les Kazakhs par ses manifestations extérieures. Les formes prises par le mouvement bolchevique en Russie centrale leur étaient inconnues, tandis que, dans les confins, "il s'était accompagné de violences, de pillages et d'abus ainsi que par une forme particulière de dictature. Le mouvement dans les confins ne fut souvent pas en réalité une révolution, mais de l'anarchie pure" »* Quant aux organisations soviétiques qui avaient pris le pouvoir à Semipalatinsk et autres villes du Kazakhstan, *« les membres de ces organisations étaient simplement des aventuriers qui prenaient le nom de bolcheviks et se comportaient souvent de façon choquante».* (cité par Carr)

Ces peuples étaient donc encore relativement proches d'une certaine forme, bien que déjà atteinte par l'exploitation de l'homme par l'homme, du communisme primitif. Et il aurait fallu inventer une attitude particulière pour leur montrer qu'ils avaient tout intérêt à rejoindre une révolution qui ne faisait sur le plan politique que revendiquer un retour vers cette forme de gouvernement humain, pleinement épanouie. Mais les bolcheviks n'ont pas utilisé tout leur savoir, et ont favorisé dans celui-ci une prédominance pour l'économie. Engels lui-même n'avait-il pas écrit vers 1850 au sujet de ces régions : *« La domination russe, en dépit de toute sa cruauté et de sa négligence slave, a une signification civilisatrice pour les Mers Noire et Caspienne, pour l'Asie centrale, pour les Bashkirs et les Tatars ».* Considérant que seul le passage à une économie socialisée pourra permettre d'en finir avec l'exploitation et la domination de classes possédantes, ils ne voient chez ces peuples primitifs que le « retard » du développement économique, du moins par rapport au schéma général qu'ils ont en tête, et dont ils se mettent, à tort, à faire une obligation par laquelle tous les peuples devraient absolument passer. Ils ne voient pas, par exemple, que ces peuples ont justement des choses à nous apprendre sur les notions de propriété, sur les modes de gouvernement, sur les plans politiques. Mais on ne pouvait demander à un Staline de résoudre un tel problème.

Les bolcheviks n'ont sans doute pas non plus bien compris la nature de la place que peut tenir la religion parmi un peuple à la fois soumis à l'apparition d'une récente différenciation

des classes et à une oppression étrangère. Et ils connaissaient de toute manière plus mal la religion musulmane que le christianisme orthodoxe. « *La religion musulmane était une institution sociale, légale et politique aussi bien que religieuse, réglant la vie quotidienne de ses membres dans presque tous ses détails. Les imams et mollahs étaient juges, législateurs, enseignants et intellectuels aussi bien que dirigeants politiques et parfois militaires. Le fait qu'ils jouissaient d'une telle autorité sur une population au très bas niveau de vie économique et culturel donnait aux bolcheviks de quoi les attaquer ; mais il rendait le problème d'autant plus difficile à aborder. A la fin de 1919, les autorités soviétiques semblaient être arrivées à la conclusion que la seule politique était de diviser le clergé par l'intérieur en gagnant le soutien des plus jeunes* ». (Carr)

Mais ce qui va apporter des points aux bolcheviks, de la même manière que sur la façade occidentale de la Russie, c'est finalement l'expérience des Blancs que font les masses pendant la guerre civile. Partout, ceux-ci apportent massacres, exploitation et désolation. Ces généraux ne cachent pas leur sympathie pour un retour le plus dur à l'ordre tsariste.

Comme de plus les dirigeants nationaux, y compris religieux, se montrent du côté de ces généraux, les paysans et les quelques ouvriers de ces régions en tirent la conclusion qu'ils n'ont pas le choix : leur intérêt est de soutenir le régime bolchevik.

Entre les décisions prises d'en haut par Staline et la violence des généraux Blancs et étrangers, le choix est fait. Staline, et la plupart des bolcheviks s'en satisfont. Mais l'attitude politique n'est plus vraiment la même que celle à laquelle veillait Lénine dans le cas ukrainien par exemple.

En octobre 1920, un armistice est signé avec la Pologne et les armées blanches de Wrangel sont en pleine retraite, repartant du bassin du Don vers la Crimée. Staline fait alors une tournée dans le Caucase. Il annonce que le Daghestan « *devait être gouverné en se conformant à ses particularités, selon son propre mode de vie et ses coutumes* ». Et il ajoute : « *Le gouvernement soviétique considère le shariat comme une loi coutumière pleinement valable* ». En même temps, il précise « *l'autonomie du Daghestan ne signifie pas et ne peut pas signifier la séparation de la Russie soviétique* ».

Cette fois, on a complètement inversé l'attitude politique : c'est devenu « *On vous aime bien comme vous êtes* » (et pas forcément sur ce qui est le mieux, la charia !), mais c'est interdiction de divorcer ! Il est vrai que l'indépendance n'était pas réclamée, que l'autonomie était pour tout le monde la meilleure des solutions. Et c'est bien ce statut qui est donné au Daghestan et aux autres républiques soviétiques autonomes du Caucase. N'empêche, cette interdiction de se séparer sonne mal à des oreilles de révolutionnaire ! Parce qu'elle ne peut que mal sonner aux oreilles des peuples.

Toute cette région moyen-orientale connaît la stabilisation à la fin 1921, avec la victoire des armées soviétiques dans la guerre civile, l'élimination de Crimée du dernier général blanc, Wrangel, et la proclamation de la RSSA (république socialiste soviétique autonome) de Crimée, comme membre de la RSFSR (République soviétique fédérale socialiste russe).

La République soviétique socialiste fédérale forme un noyau composé d'une vingtaine d'unités ainsi autonomes, habitées par des populations non russes, principalement musulmanes. Elle représente alors 92% de la superficie, et 70% de la population. Le reste est formé de 8 Etats séparés et indépendants : les Républiques socialistes soviétiques

Ukrainienne, Biélorusse, Azrbaïdjani, Arménienne, Georgienne ; plus une République d'Extrême-Orient (capitale Tchita) et les Etats d'Asie centrale de Khorezm et Bokhara.

6 - LA MAIN DE STALINE

C'est donc assez tôt que l'on peut noter une politique sensiblement différente entre ce qui se fait en direction des nationalités d'Europe, où Lénine exprime directement son avis et son influence et ce qui se produit par contre sous la main de Staline, avec la confiance de Lénine pendant longtemps, puisqu'il semble lui déléguer toute la politique des nationalités dans les régions d'Asie centrale et moyen-orientales.

Le 30 septembre 1920, un traité est signé entre la RSFSR et l'Azerbaïdjan soviétique. Il engage les deux pays à établir au plus vite l'unification de l'organisation militaire et de son commandement, l'unification également des organes de contrôle de l'économie et du commerce extérieur, de l'administration, des transports, des postes et télégraphes et des finances. Dans la pratique, c'est l'organe compétent de la RSFSR qui nomme un responsable au Sovnarkom de l'Azerbaïdjan, avec droit de vote « délibératif ». L'Azerbaïdjan est un pays petit, faible. Cette alliance, aussi libre soit-elle, le met en situation de dépendance évidente vis-à-vis de la RSFSR.

En comparaison, le traité signé 3 mois plus tard, le 28 décembre 1920, avec l'Ukraine, sous la plume de Lénine au nom de la RSFSR, dit la volonté politique commune aux deux signataires « *Il ne peut être mis en doute que notre future politique suivra la voie de l'unification, et particulièrement aujourd'hui, dans la période de construction économique soviétique, cette intégration et cette unification sont exactement aussi indispensables qu'auparavant dans la période de défense militaire, peut-être plus indispensable encore* ». Le texte rappelle « le droit des nations à l'autodétermination proclamé par la grande révolution prolétarienne » et il reconnaît « l'indépendance et la souveraineté de chacune des parties contractantes » aussi bien que la nécessité « d'unir leurs forces pour la défense comme pour les intérêts de la construction économique ».

De même, la manière de mettre en place des appareils communs évite à chaque pas tout ce qui peut impliquer une dépendance. Les affaires militaires, l'économie nationale, le commerce extérieur, les finances, les communications, sont confiés à des « *commissariats unifiés des deux républiques*. Dans ces organismes, les Ukrainiens sont donc en quelque sorte à égalité avec les Russes. Et ces commissariats unifiés sont représentés dans les Sovnarkom russe et ukrainien. Enfin, dans le domaine de la politique extérieure, l'Ukraine a la possibilité de conclure ses propres accords et traités. Et c'est ce qu'elle fait, par exemple avec l'Estonie et la Turquie. Elle dispose de sa propre représentation diplomatique à Prague, Berlin, et Varsovie.

Rapidement, toutes les républiques soviétiques indépendantes vont s'allier à la Russie soviétique. Mais les unes le font selon les manières plus civilisées et respectueuses de Lénine, d'autres à la Staline. Dans le premier cadre, on note la Biélorussie, (sauf pour les finances, où l'on envoya un représentant russe siéger au Sovnarkom biélorusse, du fait que la Biélorussie ne disposait guère d'experts dans ce domaine). La Georgie suit aussi cette voie d'égalité.

Mais pour l'Arménie, on est à mi-chemin entre la subordination et l'égalité. Là encore, au départ, la raison en est l'absence ou le manque de compétences dans le pays concerné. Fin 1922, le processus de réunion est achevé. Il reste à lui donner un texte constitutionnel. La

RSFSR reste elle-même une fédération composée de 8 républiques et 13 régions autonomes. Et elle entre maintenant dans une nouvelle fédération plus large, où se retrouvent les autres républiques soviétiques formellement à égalité.

A ce moment, va se placer un épisode à travers lequel Lénine va découvrir le problème de l'attitude de Staline, de sa politique réelle, profonde, et derrière lui, du développement déjà avancé de la bureaucratie avec, sur le plan de la question nationale, une attitude de domination grand-russe et de mépris des nationalités, à laquelle Lénine va attribuer une importance de plus en plus primordiale. C'est le début du dernier combat de Lénine, également évoqué par ailleurs.

Au départ, Moscou propose aux trois républiques transcaucasiennes, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, de s'unir en une unité fédérale locale pour faciliter l'intégration à la future URSS en train de se mettre en place. C'est l'Arménie, faible militairement et économiquement, qui se propose car elle y voit un intérêt avec une meilleure protection dans ce cadre. Mais la Géorgie, traditionnellement plus indépendante, y est opposée. D'autant que toutes les discussions avaient tourné auparavant sur l'idée d'une fédération de républiques.

Mais cette fois, l'ordre tombe de Moscou : il faut une seule république fédérale. A partir de là, la main de Staline va se faire toujours plus lourde. Au cours de l'été 1922, une commission est envoyée par Moscou pour rétablir la discipline dans le parti en Géorgie. Elle est composée de Dzerjinsky (Polonais) Mitskévitich-Kapsukas (Lithuanien) et Manuilsky (Ukrainien). A ce moment-là, Staline est, depuis avril, secrétaire général, poste d'où il lui est aisé de jouer avec les postes. Tandis que Lénine est paralysé par une première attaque de sa maladie, partiellement paralysé et incapable de parler depuis mai. En tant que secrétaire général, Staline est chargé par le Comité central de suivre le traitement médical de Lénine, ce qui lui permet aussi de le faire espionner.

Disposant ainsi d'une liberté nouvelle, Staline va montrer ce dont il est maintenant capable. Les dirigeants communistes de Géorgie, Mdivani et Maharadzé, sont relevés de leurs fonctions, rappelés à Moscou. Un nouveau comité du parti géorgien est formé. Grâce à quoi Staline peut faire convoquer sans obstacle un congrès des soviets de Transcaucasie, à Tiflis. Le 13 décembre 1922, la République socialiste fédérale soviétique de Transcaucasie est adoptée. Ce jour-là, Lénine subit deux attaques qui lui paralysent la jambe droite et la main droite. Sous prétexte de maladie, il est en fait enfermé, isolé.

Lénine a commencé à suspecter quelque chose dans la manière dont est gérée la question géorgienne en septembre 1922. Il a reçu des plaintes des deux côtés. De la part des communistes géorgiens, mais aussi de Staline. Maharadzé lui a écrit : « *Nous vivons dans la confusion et le chaos* ». Staline utilise les mêmes termes, parlant du « *chaos complet* » qui règne dans les relations entre le centre et la périphérie. Il attaque les petites républiques qui « *jouent à l'indépendance* ». Selon lui, soit on accepte l'indépendance, et cela signifie que le pouvoir central se retire, ce qui obligera à des négociations incessantes pour régler les problèmes communs. Ou alors, on choisit une unification réelle, et les républiques doivent se soumettre aux décisions de la Fédération de Russie.

Pour Staline, si l'on a pu, alors que l'on était dans la guerre civile, avoir une autre attitude, ce n'était que par calcul. Maintenant, il faut changer : « *Durant les quatre années de la guerre civile, nous (Moscou) avons été contraints de faire preuve de libéralisme à l'égard des républiques, et de ce fait, nous avons contribué à former en leur sein des socio-*

indépendantistes purs et durs, qui considèrent les décisions du Comité central comme étant celles de Moscou. Si nous ne mettons pas en place immédiatement l'"autonomisation", l'unité des républiques soviétiques est une cause perdue. Aujourd'hui, nous faisons tout pour ne pas offenser ces nationalités. Dans un an, si nous continuons ainsi, nous frôlerons l'éclatement du parti ». Staline peint en noir ceux qu'il appelle les indépendantistes. Il ne s'attend pas à la réaction de Lénine. Il croit être sur la même longueur d'onde que lui. Il ne comprendra jamais la position de Lénine. Et s'il fait mine de l'accepter, c'est par calcul, pour se protéger.

Lénine a une attitude toute différente. Quand il découvre le problème, au lieu de chercher à mettre de côté les responsables avec lesquels il y a désaccord, il cherche au contraire à les rencontrer.

Un autre dirigeant d'envergure discerne même peut-être encore mieux l'attitude et la manière de faire de Staline, un projet de liquidation complète des républiques, c'est Racovsky. En septembre 1922, il est le chef du gouvernement ukrainien. Moshé Lewin traduit ce qu'il répond en substance au projet de Staline : *« votre projet parle de républiques se soumettant aux décisions du centre, mais il ne dit rien de leurs droits en tant que républiques, de leurs comités exécutifs ni de leurs conseils des commissaires propres. La nouvelle politique des nationalités risque de porter un coup sévère aux efforts visant à ranimer les économies locales, car elle entrave considérablement leurs capacités d'initiative. Elles n'ont pas de moyens, et l'on est en train de leur retirer les droits qui leur permettraient de se développer et d'acquérir ce qui, aujourd'hui, leur fait défaut ».* Pour Racovsky, un tel recul ne nuirait pas seulement à l'Ukraine, aux autres républiques nationales, mais à l'URSS dans son ensemble, et sur le plan intérieur et sur le plan extérieur.

C'est bien deux visions politiques qui s'affrontent là. D'un côté, Lénine, Racovsky, Trotsky, sont bien conscients de la nécessité de respecter absolument les nationalités, et de leur donner le maximum de latitude possible, cherchant là le meilleur ciment pour unir la jeune URSS. De l'autre, Staline et bien d'autres, incapables de croire profondément à une telle évolution, ayant un regard méfiant vis-à-vis de tout ce qui n'est pas grand russe, et décidés donc à imposer par la force une unité à laquelle ils ne croient pas qu'elle puisse se cimenter sur des bases libres et égales. D'un côté, des militants qui continuent d'appliquer une vision et des idées révolutionnaires, malgré une situation de stagnation. De l'autre la tendance à vouloir en finir avec ce genre de mesures révolutionnaires, à ne plus y croire, ou pire, à ne plus en vouloir, mais au contraire à souhaiter se mettre dorénavant à gérer les choses telles qu'elles sont, à les conserver et, quitte à vivre de leur conservation, à le faire en tant que dirigeants.

Lénine meurt en janvier 1924. Dix jours plus tard, la nouvelle constitution de l'URSS est promulguée. En comparaison de la première établie en 1918 (il s'agissait de la RSFSR), un pas est franchi vers la centralisation et l'autoritarisme du gouvernement central. L'expérience bolchevik des nationalités est terminée. Libre aux historiens bourgeois de décider pour nous, et d'intituler bolchevik de la même manière tout ce qui s'est produit ensuite jusqu'à 1991, comme le font Chaliand et bien d'autres, de manière parfaitement malhonnête.

7 - BILAN DE LA POLITIQUE BOLCHEVIK

Edward Hallet Carr est un des responsables du Ministère des affaires étrangères anglais, le Foreign Office, où il a officié durant 20 ans, avant de devenir rédacteur en chef adjoint du Times, dans les années 1940. Visiblement très impressionné par la réalisation des

bolcheviks, il y a consacré de larges études. Rédigées dans les années 1950, elles ont un ton qui tranche avec celui de l'après URSS. Carr souligne par exemple la différence de résultats entre ce que peut faire de nos jours la bourgeoisie, incapable de réaliser une réelle unité entre des nations divisées en pays dominants et pays dominés, et la démonstration d'une tout autre attitude qui, dans le cas de l'URSS, a réalisé du moins aux débuts, une unité volontaire, et basée sur la possibilité d'aller, au contraire des bourgeois, vers la construction d'une situation égale entre des pays auparavant totalement inégaux.

« La politique bolchevique d'autodétermination nationale avait achevé son évolution, depuis la reconnaissance du droit de sécession dans une société bourgeoise jusqu'à la reconnaissance de l'égalité entre nations et la fin de l'exploitation d'une nation par une autre dans une communauté socialiste de nations. Le lien entre elles était le postulat de Lénine de l'union volontaire " qui permettait d'atteindre ce but, et qui faisait de l'union une expression et non une négation de la volonté d'autodétermination d'une nation. Le postulat reposait sur la ferme conviction personnelle de Lénine que, dans le socialisme, l'élément de coercition disparaîtrait du gouvernement et serait remplacé par l'acceptation volontaire des règles administratives. » « Ce que l'on pouvait dire en sa faveur (de la politique des bolcheviks), poursuit donc Carr, était que la théorie bourgeoise de l'autodétermination était en 1919 parvenue à une impasse ; que l'ordre capitaliste, dans la forme qu'il avait revêtue d'une division du travail entre nations industrielles et nations arriérées ou coloniales, avait rendu impossible d'atteindre l'égalité entre nations ; et que la conception de la réunion dans un ordre socialiste de nations réellement et non pas seulement formellement égales, était une tentative courageuse et hardiment conçue de sortir de l'impasse ».

La politique de Lénine doit être considérée comme fort utile pour la construction d'un nouveau monde. Car nous sommes persuadés que le monde commencera à connaître une vie véritablement humaine avec l'abolition des frontières, la fin des inégalités non seulement dans chaque pays, mais aussi entre les pays. Or le capitalisme nous laisse, de ce point de vue aussi, un héritage fort lourd. Lénine a donc préconisé dans un premier temps l'autodétermination y compris jusqu'à la séparation. Et même, de préférence, une réelle séparation et une véritable indépendance, toujours dans un premier temps.

Bien entendu, l'indépendance que nous préférons, c'est celle des soviets et d'un gouvernement révolutionnaire. Mais on a vu qu'il était facile d'être tenté, pour une puissance comme la Russie, de forcer un peu le cours des choses, et d'imposer cette solution de l'extérieur. Dans ces cas-là, c'est presque toujours l'échec, les rancœurs, qui l'emportent. De manière générale, Lénine n'a commencé à insister sur la nécessité d'une union que dans un second temps, après 1920 et la fin de la guerre civile.

A partir de ce moment, de la même manière que l'idée directrice de la première période était la liberté, liberté d'aller y compris jusqu'à la séparation complète, l'idée qui préside à l'union, c'est l'égalité. Les marxistes que sont les révolutionnaires bolcheviks savent trop bien que l'histoire des classes et en particulier le capitalisme a développé les inégalités entre les nations, et qu'en ce qui concerne la Russie d'Europe, elle a eu tendance à considérer les autres pays de l'Empire des tsars comme des régions bonnes à exploiter, en y trouvant les matières premières indispensables à son développement. *« Le bolchevisme resta longtemps fidèle à l'optique internationaliste des premiers penseurs socialistes, écrit Carr. L'égalité entre les nations était profondément enracinée dans l'enseignement et dans la façon d'agir des premiers dirigeants bolcheviques, qui auraient été indiciblement choqués à l'idée qu'une position influente quelconque dans le gouvernement ou dans le parti était plus à la portée*

d'un Grand- Russe que, disons, d'un Biélorusse, d'un Géorgien ou d'un Arménien. » « Le rejet catégorique de toute discrimination entre les individus sur la base de la nation, de la race ou de la couleur, demeura un principe ferme et affirmé avec vigueur dans la politique et les pratiques bolcheviques et devint une assise solide dans toutes les affaires avec les peuples autrefois sujets ».

C'est donc d'abord par une répartition équitable des responsabilités que le nouveau gouvernement travaille à l'égalité des nations. Une évolution qui demande des dizaines d'années dans le monde bourgeois, s'est ainsi faite en quelques mois. Il suffit de penser au sort des Noirs aux Etats-Unis, ou des Maghrébins en France. Malheureusement, cette capacité à régler sur le fond le problème du racisme, va être limitée par une tendance plus profonde et tout aussi nuisible, celle du problème de l'Etat central et de la bureaucratie. L'on faisait effectivement « monter » à Moscou, dans les organes dirigeants de l'URSS, des responsables provenant d'Arménie, de Géorgie ou d'Ukraine. Mais là, le fonctionnement même de ces institutions centrales faisait d'eux des gens se comportant en caste séparée du reste de la population, y compris de sa nation particulière.

Carr raconte l'exemple de ce haut fonctionnaire ukrainien. Il vient de voter une résolution qui affirme l'égalité des droits pour la langue ukrainienne. Et voilà qu'au moment où un autre ukrainien lui pose une question dans cette langue, il réplique : *« Parlez-moi dans une langue intelligible ! »*. Une mentalité de bureaucrate se développa, qui coïncidait avec celle que Lénine dénonçait comme celle de « grands-russiens » : *« Grattez un communiste et vous trouverez un chauviniste grand-russien »* disait-il en 1919.

Un certain nombre de communistes ont considéré que l'existence de républiques nationales n'était valable que pour une très courte période, et qu'il fallait réduire dans la durée aussi les tendances nationales des populations locales. Une résolution du 12^e congrès, en 1923, note qu' *« une union des républiques est considérée par un nombre important de fonctionnaires soviétiques dans les organismes centraux et dans les localités, non comme une union d'entités égales, mais comme un pas vers la liquidation de ces républiques »*.

Comment des communistes peuvent-ils subir de telles déformations ? Les explications ne manquent pas. Le marxisme enseigne que la classe révolutionnaire, c'est le prolétariat, et que la paysannerie est une classe douteuse, petite-bourgeoise. Or, une fois la Pologne, la Finlande et les pays baltes perdus, la carte de l'URSS donne un prolétariat uniquement présent en Russie d'Europe, et le reste du pays quasi exclusivement paysan, hormis le cas de l'Ukraine où existe une industrie lourde. La tendance à considérer comme inférieures les revendications des autres républiques se voile ainsi d'un aspect théorique.

Ce n'est pas tout. Lénine pense que la position de Rosa Luxemburg sur la question nationale fait aussi du mal. En refusant aux ouvriers polonais de prendre en compte et de soutenir la question nationale, on refuse de soutenir les aspirations nationales des autres. Or cette position existe aussi dans le parti bolchevique. Elle est minoritaire, régulièrement battue, mais toujours présente aux congrès de 1917, 1919, 1923. Pour la ridiculiser, Rakovsky invente le discours du communiste que cela donnerait : *« Nous sommes un pays qui est déjà passé au-delà de la nationalité, nous sommes un pays... où la culture matérielle et économique est opposée à la culture nationale. La culture nationale, c'est pour les pays arriérés qui sont de l'autre côté de la barricade, pour les pays capitalistes ; nous sommes un pays communiste »*. Ce qui n'empêchait pas Rakovsky de dire vouloir ne *« connaître aucun*

pays, si ce n'est le pays du prolétariat international ». Il est né bulgare, devenu roumain ; il a été président du Conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine.

De plus, à la fin de la guerre civile, lorsqu'il sembla pour la première fois à tous que le nouveau régime avait certaines chances de vivre durablement, se produit un afflux des anciens spécialistes et des fonctionnaires de l'ancien appareil d'Etat. Lénine avertit alors : *« Leur culture est grossière et lamentable, mais plus grande encore que la nôtre »*. Et il en conclut que les communistes qui croyaient les administrer, étaient déjà en train d'être administrés par eux. En tout cas, cela ne fit qu'ajouter un facteur supplémentaire à ceux allant dans le sens d'une bureaucratisation rapide. En 1923, Racovsky remarquait : *« le fait est que nos organes centraux commencent à considérer l'administration du point de vue de la commodité du bureau. Bien sûr, ce n'est pas commode d'administrer vingt républiques, mais, s'il n'y en avait qu'une, si, en pressant un seul bouton, on pouvait administrer tout le pays, ce serait bien commode »*.

Pourtant, malgré tout, un effort véritable a été fait dans l'administration par rapport à la question nationale. *« Si l'on doit critiquer la politique du gouvernement soviétique sur ce point, dit Carr, c'est peut-être au contraire quand il alla trop loin dans son encouragement à la résurrection des langues et des cultures primitives ou à moitié tombées en désuétude pour servir de base à l'autonomie nationale, résurrection qui devait se révéler dans une large mesure fictive, au moins pour les quelques années à venir, plutôt que pour son impuissance, dans les conditions existantes, à rendre l'égalité réelle (...) Ainsi, les défauts évidents dans le fonctionnement du système étaient dus bien plus à la faiblesse en ressources et expérience des groupes nationaux auxquels l'autonomie était conférée qu'à un quelconque désir du gouvernement central de limiter l'étendue de leurs possibilités. Ils étaient le prix payé pour la tentative de réaliser en une seule génération le processus d'égalisation qui aurait autrement résulté de l'œuvre de plusieurs siècles*», ajoute Carr.

Dans l'Armée rouge, on brassa les populations, et c'est par cette Armée rouge unifiée que la guerre civile sera gagnée, avec des troupes venant aussi bien des républiques autonomes que de celles qui deviendront indépendantes. Dans le parti, il fut établi au 8^o congrès, en 1919, que la reconnaissance de républiques soviétiques séparées (Ukraine, Lettonie, Lituanie, Biélorussie) n'entraînait pas la séparation des partis communistes, même *« sur la base d'une fédération »*. *«Les comités centraux des communistes Ukrainiens, lettons et lithuaniens jouissaient des droits des comités régionaux du parti communiste russe »*

Mais là où l'on a une action particulièrement nouvelle qui indique une volonté sincère de changer les rapports anciens hérités du passé entre nations dominées et nations dominantes, c'est sur le plan de l'économie. Pour la première fois depuis que le capitalisme a commencé à envahir la planète, un Etat a pris une tout autre orientation que celle de laisser les lois de l'économie profiter des situations inégales. L'on se pose maintenant la question exactement inverse : comment procéder dans le développement des nouvelles forces de production pour que l'on aille vers une égalisation de ces rapports ? Evidemment, les résultats dans ce domaine ne pouvaient être visibles dans le court terme. Mais c'est un fait que la jeune URSS a eu là une attitude qui rompt avec celle du capitalisme.

Pour conclure, on peut dire que la clé par laquelle les bolcheviks ont pu commencer de résoudre ce problème de l'égalité des nations, insoluble dans le système capitaliste, c'est la proclamation de la lutte des classes. *« Les différences nationales devenaient moins importantes quand les différences sociales à l'intérieur étaient soulignées »*. Et Carr ne cache

pas une réelle admiration en ajoutant que « *cette politique des nationalités fut au début le facteur crucial de cette étonnante réalisation de Lénine, le rassemblement de presque tous les anciens dominions des tsars après la désintégration et la dispersion de la guerre, de la révolution et de la guerre civile, et elle resta longtemps un élément efficace de la politique extérieure soviétique dans de nombreuses régions du monde* ».